L'essentiel du Bulletin d'information n° 903 octobre 2026

Ce document fait une synthèse du dernier Bulletin d'information de l'OCBF et en reprend le sommaire.
Les articles de ce Bulletin sont disponibles en texte intégral sur www.ocbf.com.

Droit général français et européen

EU Inc. : le Conseil de l'UE adopte sa position sur la création **d'un 28e régime européen de droit des sociétés**, facultatif, visant à faciliter la création et le développement des entreprises dans le marché unique. Ce dispositif permettrait notamment une **simplification des formalités administratives**.

Défense : le Conseil de l'UE adopte définitivement trois actes législatifs de simplification « **Omnibus V** », visant à faciliter les investissements et à soutenir l'industrie européenne de la défense. Ces mesures prévoient notamment **l'accélération des procédures d'autorisation des projets de défense**, la **simplification des transferts de produits liés à la défense** au sein de l'UE et **la simplification des règles applicables aux marchés publics** dans les domaines de la sécurité et de la défense.

Droit des affaires

Violences urbaines : le Gouvernement annonce plusieurs mesures de **soutien aux commerçants sinistrés,** notamment la prise en charge intégrale de l'activité partielle par l'État, des facilités de paiement des cotisations sociales et fiscales, **un prêt à taux zéro pouvant atteindre 50 000 euros, ainsi que des aides financières d'urgence. Les banques** sont également mobilisées afin d'accompagner les commerçants touchés, notamment en leur proposant des **solutions de trésorerie.**

Panorama de jurisprudence

Crédit : la CJUE juge que **l'annulation d'un prêt hypothécaire comportant des clauses abusives** n'empêche pas le juge de procéder **d'office à la compensation des créances réciproques entre le consommateur et la banque**.
Le consommateur ne peut ainsi obtenir que le remboursement des sommes versées excédant le capital emprunté, assorties d'intérêts de retard (CJUE 10 septembre 2026).

Procédures collectives : la Cour de cassation précise que lorsque le débiteur saisit le juge-commissaire d'une demande de **résiliation** du contrat sur le fondement de l'article L. 622-13, IV, du code de commerce **avant d'être mis en demeure** par le cocontractant de prendre parti sur la poursuite de ce contrat sur le fondement du III, 1° du même article, le juge doit **statuer sur cette demande en résiliation**. Le juge-commissaire **a le pouvoir de faire rétroagir la résiliation du contrat à la date de sa saisine** (Cass. com., 9 septembre 2026).
Sûretés :

- L'exercice du **droit de retrait** suppose que la **contestation porte sur le fond du droit litigieux**. Des **cautions formant une demande reconventionnelle** en réparation d'un préjudice résultant du manquement par une banque à son **devoir de mise en garde** n'élèvent aucune contestation sur le principe de **leur dette et ne peuvent en conséquence exercer le droit** prévu par l'article 1699 du code civil (Cass. com. 9 septembre 2026).
- La **dissolution d'une société ne met pas fin aux engagements des cautions** garantissant des **obligations nées avant cette dissolution**. Les cautions restent ainsi **tenues du remboursement d'un prêt souscrit antérieurement, même si la dette n'était pas encore exigible** à la date de la **dissolution** et malgré la **clôture de la liquidation et la radiation de la société** (Cass. com. 7 octobre 2026).

Droit des sociétés

Responsabilité pénale : la Cour de cassation rappelle **qu'une société absorbante peut-être sanctionnée pénalement en cas de fusion-absorption frauduleuse visant à soustraire la société absorbée à sa responsabilité pénale**. Toutefois, la **fraude ne peut être déduite du seul objectif d'échapper aux poursuites pénales et doit être caractérisée par un faisceau d'indices précis**, notamment les **liens** entre les sociétés, les circonstances **temporelles** et le contexte **économique** de l'opération.
(Cass. crim. 29 septembre 2026).

Vos interlocuteurs :

Droit des affaires, réglementation bancaire, jurisprudence affaires et bancaire - Eva Ruimy
Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, corruption, protection des données personnelles, services de paiement - Arnaud Kerael
Marchés financiers, distribution d'assurances, finance durable - Ludivine Polère
Affaires fiscales, comptables, prudentielles, contrôles permanents et périodiques - Christian Meyer
Droit des sociétés – Eva Ruimy
Social - Anne-Sophie Lapotre
Veille documentaire - Anne-Sophie Lapotre, Emmanuelle Colson et Aurélie Duchemin



OCBF
DES COMPÉTENCES PARTAGÉES

Marchés financiers / Banque Assurance

Commercialisation d'instruments financiers et de contrats d'assurance-vie : dans la **synthèse de leurs contrôles, l'AMF et l'ACPR** encouragent les professionnels à **poursuivre leurs efforts** dans l'application des réglementations « MIF 2 » et « DDA ».

Services et instruments de paiement

CJUE : **la négligence grave du client ne dispense par le prestataire de services de paiement du remboursement immédiat d'une opération de paiement non-autorisée** (**CJUE, 15 octobre 2026**).

Fraudes et escroquerie en ligne : **le FMI** présente **une feuille de route** pour rendre les services financiers numériques **plus résistants et résilients**.

Crypto-actifs

EBA : **les Autorités européennes de supervision** rendent **leur première décision de classement d'un jeton de monnaie électronique d'importance significative**.

Règlement MiCA : **l'AMF, l'ACPR, la Banque de France et la Direction générale du Trésor publient leur réponse conjointe à la consultation publique de la Commission européenne** en vue de la révision du cadre européen des marchés de crypto-actifs.

Finance durable

Label ISR : un **nouveau référentiel dédié au capital-investissement** est soumis à consultation publique, tandis que la **version définitive du référentiel immobilier** est en cours d'adoption par le ministre.

Économie numérique, informatique et libertés

CJUE : **une autorité de contrôle ne peut pas rejeter une réclamation au seul motif qu'un recours juridictionnel ayant le même objet a été introduit antérieurement et demeure pendant**, les voies de recours prévues par le RGPD pouvant être exercées de manières concurrente et indépendante (**CJUE, 16 juin 2026**).

Cyberattaque de la DGFiP : **l'ANSSI** publie son **rapport d'incident**.

Intelligence artificielle : **le FSB** publie un rapport présentant **un ensemble de bonnes pratiques pour une adoption responsable de l'IA**.

IA Act : **la Commission européenne** publie **sa première norme harmonisée**.

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

AMLA : la nouvelle autorité européenne publie **les rapports finaux de trois importants projets de RTS sur la gestion des risques de BC-FT et les mesures de vigilance à l'égard de la clientèle**.

Bénéficiaires effectifs : **un règlement d'exécution de la Commission européenne**, publié au Journal officiel, précise **les formats de communication des informations à communiquer aux registres centraux**.

GAFI : à l'occasion de sa réunion plénière d'octobre 2026, le GAFI a retiré **Monaco de la liste des pays faisant l'objet d'une surveillance renforcée** (**liste grise**).

Corruption

AFA : l'Agence française anticorruption publie **les résultats de son enquête sur la maturité des dispositifs anticorruption** des acteurs économiques.

Fiscal

Projet de loi de finances pour 2027 : présentation des mesures proposées

Taxation des successions : deux propositions de loi opposées

La **TVA sur les frais de cession de titres** est déductible … sous conditions

Supervision prudentielle et réglementation comptable

Arrêté des comptes 2026 : publication de recommandations de l'AMF

EBA : publication du tableau de bord CRR3/CRD6 pour le deuxième trimestre 2026

EBA : publication du projet final de norme technique d'exécution relative au reporting IFRS 18 et ESG au titre du pilier III

Social

Titres restaurant : une proposition de loi visant à moderniser et rééquilibrer le fonctionnement du titre-restaurant adoptée à l'Assemblée nationale

Comité social et économique : l'employeur qui enregistre les séances du CSE pour contrôler la fidélité de la retranscription des procès-verbaux ou se constituer des preuves traite les données personnelles des élus sans intérêt légitime au sens du RGPD. (Cass. soc. 7 octobre 2026)

Contrôle URSSAF : « *les inspecteurs du recouvrement ne sont pas autorisés à rechercher eux-mêmes les documents dont ils ont besoin et à les emporter pour examen sans en avoir informé l'employeur et avoir obtenu son accord* » (Cass. civ. 12e ch. 24 septembre 2026).

Pour vous abonner au Bulletin d'information, renvoyez-nous ce formulaire : cliquer ici



OCBF
DES COMPÉTENCES PARTAGÉES

Sommaire du Bulletin d'information n° 903 octobre 2026

Droit général français et européen Grandes réformes 5

- **Droit civil**
- **Droit européen**

Droit des affaires 7

- **Entreprise**
- **Sortie de crise et relance économique**

Droit bancaire 9

- **Compte**
- **Crédit**
- **Recouvrement des créances et voies d'exécution**

Panorama de jurisprudence Droit bancaire, Droit des affaires 11

- **Concurrence**
- **Crédit :** prêt hypothécaire comportant des clauses abusives : compensation d'office des créances réciproques après l'annulation du contrat
- **Droit civil :** condition suspensive : l'accomplissement de la condition en cas de faute du débiteur
- **Procédures collectives :** résiliation des contrats en cours : les indemnités dues au cocontractant sont sans incidence sur l'appréciation de la nécessité de la résiliation ; résiliation des contrats en cours : primauté de la demande du débiteur et possibilité d'une prise d'effet rétroactive
- **Sûretés :** cautionnement : exercice du droit de retrait et manquement par la banque à son devoir de mise en garde ; cautionnement : la dissolution de la société débitrice ne met pas fin à l'engagement antérieur de caution

Banque-Assurance 20

- **Sanction et jurisprudence**

Droit des sociétés 21

- **Sanction et jurisprudence :** fusion-absorption : caractérisation de la fraude destinée à échapper à la responsabilité pénale

Marchés financiers 23

- **Abus de marché**
- **Autorité**
- **Commercialisation :** commercialisation d'instruments financiers et de contrats d'assurance-vie : points d'attention et rappel du Pôle commun
- **Gestion d'actifs**
- **Marché**
- **Médiation**
- **Prestataire**
- **Protection des investisseurs**
- **Sanction, transaction et jurisprudence**

Services et instruments de paiement 31

- **Focus :** fraude au faux conseiller bancaire : première reconnaissance de la responsabilité d'un opérateur téléphonique
- **Services de paiement**
- **Lutte contre la fraude :** FMI : feuille de route pour rendre les services financiers numériques plus résistants aux fraudes et aux escroqueries en ligne
- **Sanction et jurisprudence :** CJUE, la négligence grave du client ne dispense pas le PSP du remboursement immédiat du montant d'une opération de paiement non-autorisée ; fraude au président et négligence grave du payeur : un retour de bâton pour les banques ?

Crypto-actifs 38

- **Autorités :** Europol : protection des crypto-actifs et des données sensibles face à la menace quantique
- **Prestataires :** EBA : première décision de classement d'un jeton de monnaie électronique d'importance significative
- **Réglementation :** AMF-ACPR-Banque de France-Direction générale du Trésor : réponse commune à la consultation de la Commission européenne concernant la révision du règlement MiCA
- **Sanctions et jurisprudence**

Finance durable 42

- **Finance responsable**
- **Finance verte**

Économie numérique, informatique et libertés 46

- **Économie et finance numérique :** ESAs : programme de travail 2027
- **Informatique et libertés**
- **Sécurité :** ANSSI : publication du rapport d'incident sur les cyberattaques ayant touché la DGFiP
- **Sanction et jurisprudence** : RGPD et articulation des voies de recours : précisions de la CJUE

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme 55

- **Réglementation :** bénéficiaires effectifs : publication d'un règlement d'exécution concernant les formats de communication des informations aux registres centraux
- **Autorité**
- **Coopération européenne et internationale :** GAFI : résultats de la plénière d'octobre 2026
- **Sanction financière**



Corruption 61

- **Autorité**
- **Coopération européenne et internationale**

Fiscal 63

- **Focus :** projet de loi de finances pour 2027
- **BIC-IS**
- **Droit d'enregistrement**
- **Impôt sur le revenu :** PEA et PEA-PME : modification des règles d'éligibilité
- **International :** coopération administrative internationale dans le domaine fiscal : refonte des directives DAC
- **Taxe sur la valeur ajoutée :** TVA : nouvelles obligations déclaratives ; TVA : mise à jour des commentaires administratifs, à la suite de l'ordonnance du 27 juillet 2026
- **Sanction et jurisprudence :** TVA sur les frais de cession de titres : déductible sous conditions

Supervision prudentielle, résolution et réglementation comptable 73

- **Autorité**
- **Réglementation comptable et audit**

Social 76

- **Focus :** projet de loi de finances et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2027
- **Conditions de travail :** santé mentale au travail et risques psychosociaux : recommandation européenne
- **Droit du travail :** fermeture annuelle des entreprises et salariés n'ayant pas acquis suffisamment de congés payés
- **Formation professionnelle**
- **Rémunération, avantages sociaux, intéressement et participation :** titres restaurant
- **Sanction et jurisprudence :** comité social et économique : enregistrement ou sténographie des réunions